Document generated on 07/15/2025 4:21 a.m.

Les Cahiers des dix

Le dixième Fauteuil
Montarville Boucher de la Bruère, Maréchal Nantel, Léon Trépanier, Sylvio LeBlond

Michel Lessard

Number 51, 1996

60 ans

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1012946ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1012946ar

See table of contents

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)
1920-437X (digital)

Explore this journal

Cite this article

Lessard, M. (1996). Le dixième Fauteuil : Montarville Boucher de la Bruère, Maréchal Nantel, Léon Trépanier, Sylvio LeBlond. *Les Cahiers des dix*, (51), 185–202. https://doi.org/10.7202/1012946ar

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le dixième Fauteuil

PAR MICHEL LESSARD

Montarville Boucher de la Bruère (1867-1943)

Montarville Boucher de la Bruère fait partie du groupe d'historiens et de passionnés d'histoire qui en 1935, en pleine ferveur nationaliste, se réunissent pour fonder la Société des Dix. Si, dans la quête d'un profil idéal des membres de la nouvelle association, on cherche des citoyens mordus pour le passé, fiers de leur origine française et de l'heureuse contribution de leur lignée au pays, Montarville Boucher de la Bruère convient parfaitement. La présentation de sa vie et de sa carrière par son fils Florimont[1] dans une recherche généalogique étoffée sur la famille Boucher révèle un professionnel minutieux du passé, bien engagé dans les valeurs idéologiques québécoises de l'entre-deux-guerres, la période la plus fertile de ses activités de recherche et de publications.

Montarville Boucher de la Bruère est né le 16 décembre 1867, à Saint-Hyacinthe, l'année de la fédération du Haut et du Bas-Canada. Il est le fils de l'honorable Pierre Boucher de la Bruère (1837-1917) et de Victorine Leclère (1840-1919). Est-il besoin de rappeler que Montarville appartient à la descendance directe de Pierre Boucher (1622-1717) interprète, soldat, gouverneur de Trois-Rivières, juge royal, fondateur et seigneur de Boucherville et baptisé à Mortagne-au-Perche (Maine, France). Ce même Pierre Boucher qui aura quinze enfants dont les fils adoptèrent divers noms, la plupart choisis par le père lui-même et inspirés du terroir percheron: Montarville, Montbrun, Grosbois, Granpré, Montizambert, La Bruère, La Perrière, Boucherville. On comprend dès lors un peu mieux le choix du prénom et la composition du nom de Montarville Boucher de la Bruère appartenant à la 9e génération des descendants du célèbre aïeul venu de France.

---

1. Pour réaliser cette notice biographique nous avons utilisé principalement le chapitre 23 du *Bref aperçu généalogique et historique de Pierre Boucher, de sa famille et des Boucher de la Bruère; rameau de la branche aînée des Boucher de Boucherville (1635-1992)*, (399 p. [1992], écrit par Florimont Boucher de la Bruère, le fils de Montarville. Les 21 feuillets de ce texte présentent méthodiquement et minutieusement dans l'ordre, comme autant de sections titrées, ses études; son mariage; Mathilda Rondeau, son ascendance; les Beauchemin; l'homme; sa carrière: l'archiviste, le journaliste, l'historien, Trois-Rivières, l'écrivain; le collectionneur et bienfaiteur; hommages posthumes. Nous avons également pris connaissance des chroniques nécrologiques publiées à l'occasion du décès du personnage et comme pour tous les autres membres des Dix traités dans la présente section, nous avons fait sortir de certaines banques de données une bibliographie du sujet étudié.

Après des études primaires au Collège de Saint-Denis-sur-Richelieu et un secondaire au Séminaire de Saint-Hyacinthe, Montarville poursuit son cours classique au Collège Sainte-Marie de Montréal où il obtient son baccalauréat es arts. Le jeune Boucher s'inscrit ensuite à la faculté de droit de l'Université Laval à Québec. La maxime qui veut que "le droit mène à tout, à condition d'en sortir", Montarville Boucher de la Bruère la fera sienne. La Confrérie des disciples de Thémis ne l'attire pas particulièrement; il se laissera plutôt séduire par le journalisme et l'histoire, à travers une brillante carrière d'archiviste.

Attiré par le nautisme et particulièrement le canotage, il devient membre du Club Nautique de Sorel. Les qualités du site dominé par un chapelet d'îles peuplées de chalets, de villas et de cabanes rustiques est un paradis pour les chasseurs, les pêcheurs et les passionnés des loisirs sur l'eau.

«C'est lors d'une excursion en bateau aux Îles de Sorel, l'invité de ses futurs oncles, que mon père fait la connaissance d'une jeune demoiselle de 18 ans, Mathilda Rondeau, sa future épouse. Il est de dix ans son aîné.»[2] L'idylle dure deux ans. Plus de 300 lettres conservées par la famille permettent de suivre la floraison de cette liaison intime:

> [...] Ils s'écrivaient tous les jours ou presque, ces écrits bientôt centenaires sont imprégnés d'amour, de sincérité, de candeur et de pureté. De plus, elles retracent l'existence et les mœurs de ce temps-là, et elles dévoilent les sentiments de ces deux êtres qui se courtisaient éloignés l'un de l'autre.[3]

Mathilda Rondeau appartient à la famille d'un industriel aisé de Sorel nommé Ovila Rondeau. Sa mère née Anna Beauchemin est également issue de la bourgeoisie de la même ville dynamique, ayant fait fortune dans la mécanique agricole et la construction navale. Le mariage a lieu le 17 avril 1899 à l'église Saint-Pierre de Sorel. De l'union naîtront sept enfants, une fille, Marie-Paule et six garçons, Montarville, Pierre-Paul, Ninerville, Maurice, Florimont et Jacques Sabrevoy.

Presque immédiatement après ses études de droit, Boucher de la Bruère débute en 1895 dans le journalisme, au *Courrier de Saint-Hyacinthe*, succédant à son père comme rédacteur-propriétaire jusqu'en 1902. Cette année-là, le journal passe en d'autres mains. Tout au long de la Belle époque, il se joint à différents journaux de Montréal où il s'est implanté avec sa petite famille: *La Presse, La Minerve, La Patrie*. L'année de la fondation du journal *Le Devoir*, il passe chef des nouvelles au nouveau quotidien; il a la lourde responsabilité d'organiser ce service crucial. Comme le rapporte son fils Florimont dans la notice biographique sur son père[4], ce poste s'avère très exigeant pour sa santé et l'oblige à négliger sa famille qui compte alors cinq enfants en bas âge.

En 1911, on lui offre le poste de directeur des archives publiques du Canada à Montréal.«Convaincu que cette position répond mieux à ses goûts et à la conception de la vie plus sereine qu'il veut adopter, il quitte *Le Devoir* et accepte le poste. Il en fut le titulaire pendant plus d'un quart de siècle, jusqu'en 1938 année de sa retraite.»[5]. L'archiviste professionnel tombe dans son élément de prédilection. Depuis toujours, comme son père le lui en avait donné l'exemple,

---

2. Florimont BOUCHER DE LA BRUÈRE, *op. cit.*, p. 337.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, p. 342.
5. *Ibid.*

il s'intéresse à l'histoire du pays et de ses ancêtres. La famille Boucher conserve de précieux documents, certains remontant au XVIIe siècle et plusieurs biens patrimoniaux témoignant des ancêtres.

Désormais consacré au culte des archives et aux recherches historiques, sa tâche consistera principalement à dénicher des documents utiles et signifiants et à en faire copier d'autres pour son institution. Il faut rappeler qu'à l'époque, tout comme au Moyen-Âge, le travail se fait à la main.

La Bibliothèque Saint-Sulpice, une des plus riches de la métropole où se rassemble la confrérie des amateurs d'histoire, devient son lieu de prédilection. Dès le début de sa pratique archivistique, en 1912, il s'inscrit à la Société Historique de Montréal; il en sera le secrétaire trésorier pendant 25 ans (1918-1943). Il est également membre de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal dont il devient le bibliothécaire. Il sera aussi membre-fondateur de la société historique de Trois-Rivières.

Dans cette période d'effervescence nationaliste, Boucher de la Bruère s'active dans les axes d'affirmation par l'histoire. Par exemple, il apporte son concours à des inaugurations de monuments: la statue de Pierre Boucher sur la façade du parlement le 22 septembre 1922, le monument aux Patriotes de 1837-38 érigé au Pied-du-Courant à Montréal et dévoilé en 1926, le monument de Dollard des Ormeaux au parc La Fontaine et celui de Sir Louis Hippolyte Lafontaine, en face de la Bibliothèque municipale de Montréal inauguré en 1930. Il participe activement à l'organisation des fêtes du tricentenaire de Trois-Rivières — tout comme Léon Trépanier qui le remplacera plus tard au même siège à l'Académie des Dix — et prend part au dévoilement du monument élevé dans la capitale de la Mauricie à son célèbre aïeul. On lui doit également la fondation de l'École des Guides Touristiques de Montréal.

Au cours de ses 40 ans de carrière, du journalisme à l'archivistique, Montarville Boucher de la Bruère produira différents textes et comme le signale son fils, « [...] bien qu'il n'ait laissé aucune œuvre d'envergure, sa participation en historiographie est quand même importante.»

Lorsqu'en 1935, le premier secrétaire de la Société des Dix, Pierre-Georges Roy, fait la présentation de ses collègues au lieutenant-gouverneur du Québec, Ésioff-Léon Patenaude, à Spencer Wood, il campe Boucher avec humour et justesse:

> M. Montarville Boucher de La Bruère, lui aussi, publie peu. Avec un dévouement inlassable, il fouille les dépôts d'archives publics et privés de Montréal pour en faire profiter les Archives Publiques du Canada. Son mérite est d'autant plus grand, que son travail est obscur, impersonnel et que ceux-là mêmes qui profitent de ses recherches ne peuvent lui marquer leur reconnaissance, ignorant ce qu'ils lui doivent. Quand je rencontre M. Boucher de La Bruère, il me semble voir son ancêtre, Pierre Boucher de Grosbois, le fondateur de Boucherville. M. Boucher de La Bruère suit peut-être trop à la lettre le conseil que Pierre Boucher donnait à ses enfants et petits-enfants dans son beau testament spirituel: "Sacrifiez-vous pour les autres."[6]

6. *Les Cahiers des Dix*, n° 1 (1935), p. 32-38.

Les différents journaux où Montarville est passé, le *Bulletin des Recherches historiques*, la *Revue Canadienne*, les *Cahiers des Dix* entre 1936 et 1979, la Société d'histoire régionale de Trois-Rivières sont autant de lieux qui rassemblent l'œuvre écrite de ce patient chercheur.

Pierre Boucher et sa lignée, Boucherville, l'histoire des Trois-Rivières dont son aïeul français a été gouverneur au XVIIe siècle, les patriotes de 1837 et Louis Joseph Papineau, sont autant de sujets ou de thèmes historiques privilégié dans son parcours d'historien.

On ne peut passer sous silence la passion du collectionneur et le rôle de bienfaiteur de Montarville Boucher de la Bruère. Comme le rapporte son fils Florimont, tous ses livres, toutes ses archives seront légués au Séminaire de Trois-Rivières. Plus encore, toute sa collection personnelle montée patiemment au fil des ans sera déposée dans la même institution.

Héritier de précieux papiers de famille, collectionneur inné de documents sur l'histoire, mon père avait amassé une quantité imposante de documents et de notes personnelles sur ses recherches, le tout couvrant huit générations et trois cents ans d'histoire. Ces milliers d'écrits, des originaux pour la plupart, étaient copieusement annotés de sa main et bien classés. Citons en passant quelques pièces pour vous en indiquer son ampleur, entre autres: acte de cession de la seigneurie de Boucherville, signé par Jean Talon en 1672; autre acte de cession signé par Frontenac en 1698; passeport à René Boucher de La Bruère pour revenir au Canada et signé par Louis XV, le 20 mai 1763; signature de Cavelier de La Salle (1681); reconnaissance de dette de La Vérendrye (1724); proclamation de lord Gosford, novembre 1837, pour l'arrestation de Wolfred Nelson; etc.

Le musée Pierre-Boucher et les Archives du Séminaire de Trois-Rivières vont donc longuement profiter de la curiosité et de la passion d'un archiviste collectionneur émérite. Et la Société des Dix à sa première génération d'académiciens trouvera en Montarville Boucher de la Bruère, un modèle stimulant pour la suite du monde, ouvert aux multiples facettes de la discipline.

Il faut lire les nombreux témoignages d'appréciation donnés par les journaux et ses nombreux amis en 1943 au moment de son décès notamment ceux de Mgr Olivier Maurault et de Mgr Albert Tessier. En 1956, la ville de Montréal désirant rappeler sa mémoire nomme "de la Bruère" une de ses rues à l'est du pont Louis-Hippolyte-Lafontaine, et en 1967, au parc des sept acres longeant cette même rue. Dans le même esprit, en 1980, c'est au tour de Boucherville de baptiser "Montarville-Boucher-de-la-Bruère" sa nouvelle bibliothèque et centre culturel.

Florimont Boucher de la Bruère en termes simples se souvient de l'homme qui fut son père, autant de caractères soulignés par ses contemporains:

> Homme instruit et d'étude, historien érudit, il avait les qualités de cœur et d'esprit qui le rendaient très cher à ses proches et à ses amis. Homme de distinction, de bonté, d'une délicatesse et d'une pureté de mœurs irréprochables, faisaient de lui un gentilhomme et un être bien aimé des siens.

Maréchal Nantel (1890-1956)[7]

Une des belles qualités de l'Académie des Dix tient à la variété des champs historiques retenus par ses différents membres au cours de ses soixante années d'existence. La littérature, le folklore, les us et coutumes, l'ethnologie, la culture, les idées, la médecine et le droit sont autant de lieux disciplinaires, avec d'autres, choisis par les représentants de la confrérie savante. Et tous vont aborder le sujet de leur passion de façon originale. L'examen de la production des Dix permet également d'affirmer qu'il y a différents moyens et de nombreuses manières de dire l'histoire. Tout comme il faut reconnaître que les interprétations du passé élaborées sur des fondements scientifiques peuvent varier d'un historien à l'autre et que cet éventail de points de vue peut stimuler le débat et permettre à la collectivité d'avancer avec sagesse.

Maréchal Nantel, avocat et juge à la cour des Sessions de la Paix, est né le 17 août 1890, à Saint-Jérôme de Terrebonne. Il est le fils de Pacifique Nantel (1850-1898), instituteur, et plus tard inspecteur d'écoles, et d'Onézime Maréchal (1858-1948).

Maréchal Nantel mène des études classiques au séminaire de Sainte-Thérèse de Blainville dont son oncle, Mgr Antonin Nantel, philologue bien connu, sera longtemps une des figures de proue. Bachelier en arts en 1909, il poursuit des études en droit à l'Université McGill pour être admis au barreau du Québec trois ans plus tard.

Maréchal appartient à une famille de juristes et de politiciens. Il est le neveu des honorables Guillaume-Alphonse Nantel[8] (1852-1909) et Wilfrid-Bruno Nantel (1857-1940) et beau-frère de Vital Mallette, député de Jacques-Cartier à la Chambre des communes et de l'honorable E.R.E. Chevrier, député à Ottawa et juge à la Cour suprême d'Ontario. Louis-Théophile Maréchal, juge à la Cour supérieure, chez qui il fera plus tard sa cléricature, est son oncle.

---

7. Pour élaborer cet article sur le juge Maréchal Nantel, nous avons d'abord consulté *Essai de Bio-Bibliographie de Monsieur Maréchal Nantel, produit par Claire Gervais, Élève de l'École de Bibliothécaires de l'Université de Montréal* (préface de M. Jean-Jacques Lefebvre, conservateur de la Bibliothèque Saint-Sulpice), Montréal, Université de Montréal, 1945, 59 p. Cet opuscule contient une biographie relativement minutieuse, constituée avec la collaboration du sujet et d'une bibliographie énumérant l'essentiel de la production du juriste — articles, études, conférences — jusqu'à onze ans avant son décès.

   Également différents numéros de la *Revue du barreau* dont un article biographique sur le juge Nantel, paru dans le tome 16, n° 8, Montréal, octobre 1956 p. 398-404, à la chronique «Nos disparus» et signé par Jean-Jacques Lefebvre qui a travaillé sous l'autorité du juge Nantel et l'a bien connu. Les «Index» épisodiques de la *Revue du barreau* permettent de compléter la bibliographie de Maréchal Nantel jusqu'à son décès, tout comme cet article dans le même imprimé, signé par Victor Pages, bâtonnier de Montréal, (1956, *Revue du barreau*, p. 205).

8. Guillaume Alphonse Nantel, oncle de Maréchal, avocat, homme politique et publiciste sera rédacteur à *La Minerve*, député de Terrebonne à l'Assemblée législative de Québec en 1882, rédacteur en chef de *La Presse* en 1887. Au cours de sa carrière politique, il deviendra ministre des Terres et forêts en 1896, puis des Travaux publics en 1897. Il est le père de madame Athanase David née Antonine Nantel.

   Quant à Bruno Nantel, il sera également avocat, député de Terrebonne à la Chambre des communes en 1908, puis ministre du Revenu national en 1911 et commissaire des Chemins de fer en 1914.

Son mariage à Charlotte Demers, le 27 novembre 1916, l'intègre à une autre lignée dans les mêmes domaines. Madame Nantel est la nièce de l'honorable Philippe Demers et de Joseph Demers, tous deux juges à la Cour supérieure et de l'honorable Alfred Leduc, ancien député de Westmount-Saint-Henri, ministre d'État dans le cabinet de l'honorable Louis-Alexandre Taschereau. De cette union naîtront trois filles, Paule, Monique et Régine. Une sœur de Maréchal Nantel a collaboré à de nombreux journaux de Montréal sous le pseudonyme d'Andrée Claudel et l'un de ses frères, Adolphe, auteur de *La terre du 8e* a reçu le prix David en 1932.

Admis au barreau en septembre 1912, Maréchal pratique seul pendant neuf ans puis se joint à l'étude Lamothe (J. C.) Gadbois (Me Émilien) auquel l'associera plus tard Me Jean-Pierre Charbonneau, devenu juge à la Cour supérieure.

Secrétaire du barreau de Montréal en 1920 et 1921, il passe à la Bibliothèque de la corporation, comme adjoint du bibliothécaire, le Dr Arthur Delisle, médecin. Le 3 novembre 1927, Me Nantel est créé Conseil du Roi.

> Bibliothécaire titulaire du barreau de Montréal en 1922, Maréchal Nantel devait s'identifier pendant trente années à la vie de cette importante institution, comme aux destinées du barreau de Montréal, en sa qualité de secrétaire adjoint perpétuel.
>
> Tout aboutit au palais, dit le vieil axiome français. Et au palais de justice, il se peut que, après notre haute Cour, la Cour d'Appel, le centre le plus nerveux soit la bibliothèque et la salle des délibérations du conseil du barreau. Éminemment placé de par ses fonctions mêmes pour recueillir le fruit des pensées, études et délibérations des magistrats, avocats, professeurs, jurisconsultes, écrivains et conseillers en loi, Me Nantel représente, au palais, le pouvoir, en quelque sorte, permanent, celui où se concentrent la tradition, le sens des choses et des événements, des lois et des mœurs et qui, seuls, permettent le moment venu, de trouver la formule de l'avenir, la réponse qui s'impose et par quoi peut être modifié tout un état de chose.[9]

On ne peut appartenir à une vieille famille de la bourgeoisie canadienne et québécoise sans être préoccupé par la culture historique. Maréchal Nantel demeure un homme de plume et un homme d'histoire, des activités qu'une santé toujours incertaine lui feront préférer au prétoire. Néanmoins cofondateur et secrétaire adjoint de la *Revue du droit* (Québec), il sera pendant longtemps l'un des directeurs de la *Revue du barreau*.

On ne dira jamais assez l'importance de la Bibliothèque du barreau et du rôle de secrétaire de la Corporation des disciples de Thémis. Maréchal Nantel y passera près de trois décennies à un carrefour achalandé et exigeant de la société québécoise.

> [...] il fut au centre de ce foyer des études les plus graves, de ce dépôt de la pensée des législateurs et des juristes, et où s'élaborent les causes et les décisions dont dépendent la vie, la liberté et les biens des citoyens, comme les législations de demain qui régleront nos vies à chacun.[10]

---

9. Jean-Jacques et Paul LEFEBVRE, «Nos disparus», *Revue du barreau*, octobre 1956, p. 398-399.
10. Claire GERVAIS, *op. cit.*, préface de Jean-Jacques Lefebvre.

À l'hiver de 1941, Maréchal Nantel est délégué du barreau de Montréal à la session de l'Assemblée législative du Québec et à la démission en 1942 d'Arthur Jodoin comme secrétaire général du barreau du Québec, Me Nantel prend la relève. Dès les débuts de sa carrière, il participera activement aux travaux de l'Association du barreau canadien et de la "Conference of Governing Bodies of the Legal Profession in Canada". De 1934 à 1943, il représentera le barreau du Québec au comité exécutif de cette "Conference".

Parmi les principaux travaux dont il eut l'initiative, à titre de secrétaire de divers comités de l'Association du barreau canadien, du barreau de la province de Québec et du barreau de Montréal, il faut mentionner les amendements à la loi de faillite en 1932, la réforme des conditions d'admission au barreau de la province de Québec en 1936 et la réforme du programme des cours de droit universitaire, en 1939.[11]

En raison de sa fonction, Nantel sera toujours préoccupé des programmes académiques de formation des avocats en vue d'une formation d'excellence, tout comme il sera constamment appelé à préparer les nombreux mémoires ou rapports relatifs aux réformes législatives soumises par le barreau et à rédiger le texte de la plupart des amendements.

En septembre 1953, le gouvernement de Maurice Duplessis le nomme juge à la cour des Sessions de la Paix, au district de Montréal. Ce n'est pas sans regret qu'il quittera sa chère bibliothèque; « [...] où j'ai donné le meilleur de moi-même depuis trente années.»

Vu sa santé fragile, Maréchal Nantel n'eut qu'une brève carrière dans la magistrature. Il y met la même ferveur et la même minutie dans toutes les questions et causes soulevées devant lui. Son équité naturelle, un sens juridique inné, et une impartialité inattaquable seront autant de qualités qui seront reconnues de tous dans les hommages publics, après son décès.

> Le juge Nantel était un juge conscient de ses devoirs et de ses responsabilités. Il était également très humain. Qui ne se rappelle pas l'avoir entendu, des sanglots dans la voix, prononcer une lourde sentence contre un jeune homme, il y a quelques mois; son devoir lui dictait cette conduite et pourtant c'est lui qui en était le plus affecté.[12]

L'intérêt du juge Nantel pour l'histoire remonte aux débuts de sa formation. En 1930, le gouvernement canadien le nomme représentant du Québec à la Commission des lieux et des monuments historiques du Canada. Trois ans plus tard, des difficultés de santé l'obligèrent à abandonner le poste.

Comme plusieurs de ses compatriotes, Maréchal Nantel s'est fortement intéressé à l'inventaire généalogique de sa lignée. Les résultats de ses enquêtes ont été publiés dans le *Bulletin des recherches historiques*[13]. Cette passion pour l'histoire l'a amené à faire partie des conseils de la Société historique de Montréal, de la Société des écrivains canadiens et de l'Association Henri-Capitant pour la culture juridique française. Membre de la Société des Dix en 1942, il fournit pendant dix années des articles sur l'histoire du droit civil du Québec, sur le barreau de Montréal et celui du Québec. L'essentiel de sa production paraîtra dans la *Revue du droit*, la *Revue du barreau* et la *Revue du notariat*. Il a donné plusieurs articles aux quotidiens de Montréal et à *L'Avenir du Nord* ainsi qu'à de nombreux périodiques. Claire Gervais en a dressé la liste en 1945.

---

11. *Ibid.*
12. Yves LAPIERRE, *Le Devoir*, 17 avril 1956.
13. *Bulletin des recherches historiques*, nº 6 (1941), p. 145-165.

Olivier Maurault qui l'a bien connu aux Dix rapporte qu'à cause de son désir de perfection, il lui fallait du temps pour élaborer ses articles[14]. Toute sa vie, il fera valoir la nécessité d'aménager et de sauvegarder les trésors de nos bibliothèques et de nos archives.

Maréchal Nantel laisse aussi une œuvre originale sur l'histoire du droit au pays. L'amour qu'il a porté à sa discipline et la passion qu'il a manifesté à sa fine connaissance, à son enseignement et à son évolution, dans des rôles de conseiller privilégié en autorité en font un des spécialistes du droit les plus écoutés de sa génération.

Léon Trépanier (1881-1967)

«L'homme au sourire», «le gentilhomme du peuple», «l'érudit sympathique», le «Canadien type celui d'avant la Confédération», voilà autant de titres et de qualificatifs donnés à Léon Trépanier, au moment de son décès en 1967, à l'âge vénérable de 86 ans, par plusieurs journalistes de renom, appartenant aux plus grands quotidiens francophones du pays. Tous souligneront en effet la générosité, l'affabilité de celui qui toute sa vie s'est donné à ses concitoyens, d'un homme qui s'est toujours joint aux grandes causes de son temps, bien inscrit dans les valeurs humanistes occidentales et dans les élans nationalistes de son peuple. Comme le note si justement Raymond Dubé du *Soleil*, ce bon vivant, communicateur et conteur émérite a suivi un parcours de vie qui se divise en trois grandes étapes, «[...] trois carrières particulièrement actives, entre lesquelles il assuma divers postes pour des périodes plus ou moins longues et entre lesquelles il trouva le moyen de s'intéresser à de nombreuses et multiples organisations.»[15]: le journalisme, la politique et l'histoire.

Léon Trépanier est né à Québec le 29 juin 1881, fils de François Trépanier et d'Élisabeth Huard de Saint-Raymond, comté de Portneuf. Les deux membres du couple sont issus de lignées venues au XVIe siècle de Normandie. L'ancêtre paternel traversé en Nouvelle-France, Romain d'Estrépagny, fut baptisé en 1627 en l'église de Saint-Pierre de Muchedant, petite commune aux environs de Dieppe[16].

Trépanier appartient à une famille modeste de la rue Napoléon dans la paroisse Saint-Sauveur de la basse-ville de Québec. Le père agit comme commis percepteur au bureau d'un vieil avocat de la rue Saint-Joseph, maître Ignace Aubert. La Société Bienveillante de Saint-Roch et diverses associations de charité font régulièrement appel à son expérience pour organiser des levées de fonds destinées aux plus démunis. En suivant les activités de son père, le jeune

14. Olivier MAURAULT, «Le juge Maréchal Nantel», *CD*, n° 21 (1956), p. 10.
15. Raymond DUBÉ, «Léon Trépanier», *Le Soleil*, Québec, 23 septembre 1967.
16. Pour documenter cette biographie nous avons principalement consulté *Essai de bio-bibliographie de Monsieur Léon Trépanier, o.b.e. par Pauline Auger, élève de l'École de Bibliothécaires de l'Université de Montréal au cours du baccalauréat 1953-1954* (préface de Victor Morin, notaire), Montréal, École des Bibliothécaires, 1954, 127 p. Cette étude savante, à laquelle Léon Trépanier a étroitement collaboré, comporte dans sa première partie une biographie minutieuse du sujet et dans la seconde, une énumération de tous les ouvrages produits par Trépanier jusqu'à treize ans avant son décès: manuscrits dactylographiés, causeries radiophoniques, conférences, articles, livres et brochures, lettres, circulaires, revues et journaux et les différents ouvrages et articles sur l'auteur. Le mémoire de Pauline Auger utilise grandement les notices de *Biographies Canadiennes-françaises* de Raphaël Ouimet (1922 et 1933). Nous avons également consulté plusieurs hommages publics rendus par différents auteurs au décès de Léon Trépanier.

Léon se familiarise avec la générosité populaire et les campagnes organisées de sollicitations publiques, une façon de faire qu'il mettra grandement à contribution à l'âge adulte. C'est également par son père, passionné de livres et bibliophile, que le jeune homme développera très tôt le goût pour la lecture et l'histoire.

Léon Trépanier mène ses premières études élémentaires à l'Académie commerciale de Saint-Sauveur, dirigée par les frères des Écoles Chrétiennes. En 1894 — il est âgé de 13 ans — un oblat de la paroisse, le père Portelance qui a noté les talents et la piété d'un de ses enfants de chœur, le pousse vers un pensionnat de cette communauté des oblats, à Ottawa, dans la perspective d'en faire un religieux. L'oncle Elzéar, un marchand de la rue Saint-Vallier, conquis par la vocation qui se dessine, défraie le coût des études classiques du neveu. C'est au cours de ces études que Léon Trépanier se frotte pour la première fois au journalisme. Il crée un journal clandestin *Le Novateur* dont les lecteurs sont ses seuls camarades de classe. Trouvé subversif, son éditeur sera réprimandé. En 1900, baccalauréat en poche, Trépanier quitte Ottawa.

Le jeune homme songe à compléter ses études à Paris mais son oncle pourvoyeur de fonds, sans doute déçu de voir son neveu renoncer à la soutane, refuse de maintenir l'aide. Pendant deux ans, il devient l'homme des trente-six métiers, trente-six misères. Après un séjour difficile de quelques mois à New York en vue de dénicher un passage maritime à bon compte pour Paris, — il manque d'argent et doit demander l'aide du clergé — il revient à Montréal en catastrophe.

L'ancien musicien de fanfare académique se fait d'abord un petit porte-monnaie en jouant de la musique dans la campagne électorale de Wilfrid Laurier. Il travaille également avec des amis comme musicien, tantôt dans une patinoire publique tantôt dans une fanfare militaire, finalement au Cirque de Louis Cyr, l'homme fort en pleine célébrité, en tournée à travers le Québec et l'Ontario. À l'automne de 1901 et à l'hiver de 1902, Léon Trépanier suivant une expérience de collège joue les jeunes premiers dans la troupe de théâtre de Saint-Henri. Rapidement son talent lui ouvre plusieurs mises en scène. En mars 1902, il tient le rôle de Wolfred Nelson dans la pièce *Papineau* et d'autres, dans des œuvres de Labiche. En même temps, il adresse des contes et des articles à différents journaux et périodiques. À l'automne, Trépanier accepte la direction d'un lycée privé à Buckingham où il se fait remarquer comme directeur de l'harmonie locale.

Le premier volet de la carrière de Léon Trépanier, celle de journaliste, débute véritablement en 1903. Cette année-là, Arthur Berthiaume, le patron de *La Presse*, lui confie une tâche de reporter et lui commande une série d'articles sur l'histoire des paroisses au sud de la capitale, la Côte-du-Sud, Kamouraska, Rivière du Loup, le Bas Saint-Laurent et la Gaspésie. Pauline Auger, après entrevue avec Trépanier écrit: «C'est certainement au cours de ce voyage dans le Bas Saint-Laurent qu'il prit le goût à la petite histoire.»[17]

C'est dans cette phase de travail qu'il rencontre son épouse Anne-Marie Gagnon, fille de Juvence et d'Adèle Couillard de l'Espinay de Saint-Jean-Port-Joli. Quatre enfants naîtront de cette union consacrée en 1905: Jacques, avocat et journaliste, Jacqueline, bibliothécaire, Suzanne, mariée à Fernand Côté de Malartic et Claude, médecin.

---

17. Pauline AUGER, *op. cit.* , p. 11.

Lorsqu'en 1907, l'Action Sociale, devenue l'Action Catholique, ouvre ses portes, Léon Trépanier quitte *La Presse* et devient correspondant à Montréal pour le nouvel imprimé , délégué spécial en 1908 au grand Congrès de la langue française, l'année du tricentenaire de la capitale et du pays.

Après *La Presse* et l'*Action Catholique*, c'est au tour du journal *Le Devoir*, en 1911, une année après la fondation du journal d'Henri Bourassa, de retenir ses services en remplacement de Montarville de la Bruère comme directeur du service des nouvelles. Trépanier a précisément trente ans et déjà une dizaine d'années d'expérience dans le domaine. Le journaliste profite de son passage au *Devoir* pour mettre sur pied avec Napoléon Lafortune, son associé, une agence de presse *La Presse Argus* destinée à la diffusion d'articles d'Henri Bourassa en particulier aux journaux anglophones des provinces canadiennes.

Toujours en mouvement, il quitte *Le Devoir* en 1914 pour devenir secrétaire privé de la Commission des finances de la Ville de Montréal, un poste de relation publique. Au cours de cet intermède de trois ans dans la fonction publique municipale, il s'active dans l'Ordre des Chevaliers de Colomb et collabore à l'hebdomadaire *Le Bulletin* pour lequel il rédige des «billets du dimanche» comme il le rapporte à Pauline Auger dans la biographie-bibliographie préparée en 1954.[18]

Son analyse critique et sa connaissance de la politique municipale et nationale, additionnées à une brillante inscription parmi les courants de pensée les plus dynamiques de son temps font de Léon Trépanier un personnage connu et désiré. En 1917, c'est au tour de Louis-Joseph Tarte de lui offrir la direction de *La Patrie*. Fort sollicité, il y reste en poste moins d'une année pour devenir, en 1918, «secrétaire conjoint pour la Province de Québec» du premier emprunt de la Victoire, une campagne d'investissement public qui connaîtra grand succès et lui méritera grande reconnaissance de l'État. À partir de ce moment et pour longtemps, toute l'expérience de vie et l'enseignement de son père comme organisateur de levée de fonds et de mise en place de vaste regroupement public seront mis en constante contribution. Après avoir servi comme délégué de la Canadian Press, section française, à la Conférence de Paix à Paris et à Versailles en 1919 et 1920, il est nommé comme secrétaire d'une commission du gouvernement provincial chargée de proposer un nouveau mode administratif pour la métropole. Puis, il reprend le bâton du pèlerin comme souscripteur de fonds public, cette fois en faveur de la construction de l'Université de Montréal, et quelques mois plus tard pour l'Association athlétique de Montréal.

Dans *Le Devoir* du 21 septembre 1967, donc quelques jours après le décès de Trépanier, Paul Sauriol évalue cette étape de vie du célèbre journaliste:

> Bien qu'il ait quitté le journalisme actif vers l'âge de 40 ans, Léon Trépanier était resté profondément attaché à notre profession et l'on peut dire que sa connaissance du monde des journaux chez nous et le sens aigu qu'il avait gardé de l'information et de l'actualité ont contribué aux succès qu'il a obtenus dans les activités variées de sa longue carrière.

18. *Ibid.* p. 13

> Il a été journaliste au début du siècle, à une époque où les journaux étaient bien différents de ce qu'ils sont aujourd'hui, et où cette fonction était mal rémunérée et plutôt ingrate. Il racontait volontiers, encore tout récemment, des souvenirs pittoresques, des anecdotes hautes en couleur du temps où il était chef des nouvelles au *Devoir*, durant la première décennie de notre journal.
>
> Le journalisme mène à tout et il a d'abord conduit Léon Trépanier à la politique municipale. Secrétaire de la commission que le gouvernement provincial avait créée en vue d'établir un nouveau mode d'administration de Montréal, il connaissait bien le fonctionnement du régime adopté à partir de 1921, la fameuse cédule 8.[19]

Sollicité par de nombreux admirateurs, Léon Trépanier pose en 1921 sa candidature au poste d'échevin de la Ville de Montréal. Élu, il représente le quartier La Fontaine jusqu'en 1939, dix-huit ans de vie municipale active. Ce n'est donc plus par sa seule plume qu'il fait avancer la société mais par l'action politique, cela en pleine crise économique, un moment tragique pour Montréal.

Le chroniqueur Jules Larivière brosse avec talent le caractère de l'homme d'action:

> Chez l'échevin de Lafontaine, c'est l'esprit traditionaliste guidé par la froide et saine raison qui prédomine [...]. Aussi, depuis son entrée à l'Hôtel de Ville, nous avons toujours vu avec quelle prudence il a examiné chacun des problèmes soumis avant de se prononcer sur son mérite. Quelle que soit la question soulevée, il n'est jamais le premier à donner son avis, car il a pour principe de ne parler que sur les sujets qu'il connaît à fond et bien que ses études et son expérience générale lui aient valu des réserves de connaissances d'autant plus précieuses qu'elles sont plus rares chez nos édiles, il considère du devoir absolu d'un représentant du peuple d'étudier soigneusement chacun des problèmes qu'il doit résoudre dans l'intérêt de ses mandataires.
>
> Qu'il se soit agi de travail de secours, de jardin botanique, de projet de place à l'Île Sainte-Hélène, de terrains de jeux pour les enfants, de finance, de grandes questions administratives, nous avons toujours vu Léon Trépanier étudier ces questions à la lumière de la saine raison et en marge de la vieille tradition de notre vie nationale.[20]

En 1923, Trépanier parcourt les États-Unis en vue d'étudier l'organisation et le fonctionnement des grandes expositions. Au congrès de 1925, il est élu président-général de la Société Saint-Jean-Baptiste. Pendant quatre ans, les parades et la fête annuelle du 24 juin prendront une ampleur considérable. En 1927, il se rend en France aux célébrations du centenaire de Marcelin Berthelot à Paris et profite de son voyage pour étudier la structure des fêtes régionales, celles de traditions folkloriques et d'industries d'art domestique. À l'époque, Jean-Marie Gauvreau est étudiant à l'école Boulle.

---

19. P. SAURIOL, *Le Devoir*, 21 septembre 1967.
20. Jules LARIVIÈRE, «Silhouette municipale», *Le Calumet*, Montréal, s.e., s.d , cité par Pauline AUGER, *op. cit.*, p. 15.

Par la suite, ses talents d'organisateur seront constamment retenus, partout à l'échelle du territoire national. En 1931, il est membre du Comité du monument Lafontaine. Trois ans plus tard, on l'invite à coordonner le 3e centenaire de Trois-Rivières. En 1937, il organise le centenaire de Sherbrooke, en 1938, celui du Saguenay. En 1939 et 1940, les vieilles casernes de l'Île Sainte-Hélène reçoivent une exposition de créateurs artisans qui marquent un tournant dans la dynamique de l'École du meuble de Montréal, dans celle des instituts familiaux et dans l'élan de revendication identitaire des Québécois francophones à partir d'une culture enracinée.

Jean-Marie Gauvreau, responsable d'un inventaire national de l'artisanat, fondateur de l'École du meuble, écrit sur le happening de 1939:

> Ainsi M. Léon Trépanier trouva-t-il spontanément réunis autour de lui les adeptes les plus enthousiastes de la cause, tant chez nous que chez nos compatriotes de langue anglaise. Il convient d'accorder une place de choix à la Canadian Handicrafts Guild. de Montréal, dont l'expérience désintéressée a largement contribué au succès de cette splendide manifestation artisanale, la première, en qualité et en importance, de toute l'histoire de notre province.
>
> Plus de cinquante mille personnes, en moins de quinze jours, visitèrent attentivement cette exposition qui fut pour tous une véritable révélation. On avait déjà admiré, dans les comptoirs ou les foires, certains produits de nos artisans mais jamais on ne les avait vus à l'œuvre. Une trentaine d'artisans travaillèrent sous les yeux ravis des visiteurs. Quelle belle leçon d'orientation ce fut pour la jeunesse de nos écoles! Orientation dans le sens des aptitudes et des goûts de chacun. L'exposition n'aurait-elle atteint d'autre but, qu'elle aurait déjà droit à notre sympathique admiration.[21]

Cette coordination magistrale de Léon Trépanier s'inscrit dans son rôle de directeur des fêtes du 3e centenaire de Montréal, un poste qu'il vient de se voir attribuer. Malgré des efforts inouïs et un programme étoffé de célébrations prévues durant toute l'année de 1942, la guerre imposera la réduction du projet au minimum. C'était d'ailleurs principalement pour réaliser son programme grandiose et sans doute menacé qu'il avait accepté de briguer les suffrages de la mairie en 1940[22]. Malgré le déroulement déjà intense de la guerre, la Commission du 3e centenaire commémorera avec autant d'éclat que possible cet événement historique. Dans la même lignée de travail, en 1950, Trépanier organise les fêtes centenaires de Hull.

Paul Sauriol du journal *Le Devoir*, qui a bien connu Trépanier, marque peu après son décès, le sens politique du disparu:

> Les échevins du temps avaient un rôle plus important que les conseillers d'aujourd'hui, dans le groupe des 35, où l'exécutif devait généralement faire face à une vigoureuse opposition, chaque échevin était un personnage influent dans son quartier comme au Conseil. Leader du Conseil durant quatre ans, l'échevin Trépanier fut à d'autres moments l'un des dirigeants de l'opposition, au temps de Camilien Houde. Les séances du budget comportaient alors des joutes oratoires qui retenaient l'attention du public; elles commençaient à 3 heures de l'après-midi et se terminaient parfois vers 7 heures le lendemain matin. Certaines

---

21. Jean-Marie GAUVREAU, *Artisans du Québec*, Montréal, Les Éditions du Bien Public, 1940, p. 37.
22. Pauline AUGER, *op. cit.*, p. 2.

> années, c'est M. Trépanier qui était le principal porte-parole de l'opposition pour critiquer l'administration; il le faisait avec vigueur, et le maire Houde, piqué au vif, ripostait avec tout le brio et l'éclat dont il était capable. C'étaient les années de la crise, les Montréalais et leur municipalité traversaient une période difficile et les questions municipales suscitaient beaucoup d'intérêt chez les contribuables et électeurs; M. Trépanier a tenu à l'époque un rôle majeur dans la vie politique de Montréal.[23]

En 1940, suite aux pressions de nombreux amis, Trépanier affronte à la mairie de Montréal un autre personnage pittoresque de la métropole, Adhémar Raynault. L'ancien journaliste est battu par quelques centaines de voix. C'est la fin de sa carrière politique.

Tout au long de ces années de «vie publique», Léon Trépanier n'abandonne pas les communications et l'organisation de rassemblements populaires et de campagnes de financement. Il va même s'associer pour un temps à une agence montréalaise de publicité, la General News and Administrative Agency.

Après sa défaite politique à la mairie, Trépanier connaît une seconde période transitoire où il touche à tout. En 1941, il est secrétaire-conjoint pour le Québec de la souscription pour les Services de Guerre et en même temps, officier visiteur pour la campagne de l'Emprunt de la Victoire. De 1942 à 1945, on le retrouve assistant spécial de l'adjudant général du Canada et directeur-conjoint du recrutement pour l'armée canadienne. Pour cette activité, le roi George VI le décorera en 1943 du titre d'officier de l'Ordre de l'Empire britannique. De 1945 à 1947, on le retrouve commissaire industriel à la ville de Trois-Rivières mettant à contribution encore une fois ses talents de relationniste et d'organisateur.

C'est en 1947 qu'il revient au journalisme, à *La Patrie*, ses anciennes amours. Et ce n'est que quelques années avant son décès qu'il abandonnera ce poste. Dans la décennie de 1950, en plus d'écrire assidûment à *La Patrie*, il sert différents périodiques dont *La Voix populaire de Montréal*, alimentant l'hebdomadaire en brèves recherches historiques sur le passé de certaines paroisses autour de la métropole. En 1954, il succède à Maréchal Nantel à la Société des Dix et produit son papier annuel. Dans les années soixante, déjà avancé en âge, tout en maintenant sa production écrite, Léon Trépanier anime à CKAC une tribune radiophonique fort prisée, la série «On veut savoir» en ondes de 1960 à 1964. Comme le rapporte Gérald Malchelosse, un des Dix, en parlant de ces émissions: « il sut (y) déployer, avec cette bonhomie et ce charme qui lui étaient particuliers, ses vastes talents d'historien érudit. Plus que tout autre, avec cette chronique, il a popularisé l'histoire et l'a fait aimer du public.»[24]

Léon Trépanier a toujours été un passionné d'histoire. D'abord dans les années 1910 et 1920, au patrimoine lisible dans les villages et les monuments; plus tard, dans l'organisation de célébrations grandioses traduites dans des jeux scéniques, des défilés et bals costumés, et dans des reconstitutions stimulantes. Enfin, le dernier tiers de sa vie a été réservé à la recherche et à l'écriture d'articles bien documentés. À coup sûr, Trépanier mérite d'être considéré comme le père de la vulgarisation historique au Québec. Communicateur convaincant, il saura utiliser les moyens modernes de conquête des masses pour conquérir par sa bonhomie les amateurs de toutes les générations.

---

23. Paul SAURIOL, *op. cit.*
24. Gérard MALCHELOSSE, «Léon Trépanier», *Les Cahiers des Dix*, nº 32 (1967), p. 10-11.

Historien éclectique, la biographie, l'événement, l'anecdote, les us et coutumes, vestiges et monuments sont autant d'éléments du passé qu'il abordera de façon attrayante, par des titres accrocheurs et une formulation frappante. Il faut passer à travers la bibliographie de Pauline Auger pour convaincre de sa versatilité et de sa curiosité.

Léon Trépanier va ainsi participer activement aux grands élans nationalistes québécois du XXe siècle, celui de l'entre-deux-guerres, fort dynamique malgré son conservatisme et celui de la pré-révolution tranquille, prêtant sa force de communicateur, sa sensibilité idéologique et politique, et une grande diplomatie, aux valeurs identitaires des Québécois convergeant à plein registre vers une prise de conscience de peuple et d'assumance collective.

Bien sûr, un tel homme, reçu par les plus grands de son temps et admiré des humbles, toujours inscrit dans un parcours national de carrière passant toutes les villes du pays, dont la capitale et la métropole, sera invité à devenir membre de nombreux clubs sociaux, de sociétés diverses et de conseils d'administration d'institutions culturelles. Pauline Auger en dresse la liste.

Paul Sauriol du *Devoir*, exprime bien cette contribution idéologique du personnage quand il écrit peu après son décès:

> Durant toute sa longue et brillante carrière, dans l'information comme dans la politique municipale et dans ses travaux sur notre histoire, Léon Trépanier a toujours fait preuve d'un profond attachement à la collectivité canadienne française, d'un grand intérêt à son présent et à son avenir comme à son passé, ce fut un leitmotiv de son action, un ressort de son dynamisme, et c'est l'un des plus beaux hommages qu'on puisse lui rendre.[25]

Trépanier fut toujours un bon vivant, un homme de tempérament généreux et jovial, des qualités qui lui ont ouvert toutes les portes. En 1922, il participe à la mise sur pied d'un groupe de joyeux gourmets qui se réunissent mensuellement pour déguster en convivialité des plats de différents pays. Cette association baptisée «La Rosse-qui-Dételle», un peu sur le modèle de l'Ordre de Bon temps, fondé par Champlain à Port-Royal au début du XVIIe siècle, réunit le notaire Victor Morin, le sculpteur Alfred Laliberté, l'historien de l'art Émile Vaillancourt ambassadeur du Pérou, le professeur des Beaux-Arts Jean-Baptiste Lagacé et d'autres à l'occasion, tous préoccupés d'histoire nationale, d'art et de culture. Les réunions donnent lieu à mille fantaisies. En 1929, une autre confrérie gastronomique, nommée cette fois «La fourchette joyeuse», perpétue ce sens de la fête et des agapes, si propre à la société québécoise, une façon agréable d'échanger sur ses goûts, ses valeurs et l'état du monde. D'autres célébrités du temps joignent les rangs: Mgr Olivier Maurault, recteur de l'Université de Montréal, Aristide Beaugrand-Champagne, Ægidius Fauteux, le docteur Léon Parizeau, Victor Doré et Arthur Vallée. Trépanier fait partie du cercle des plus illustres travailleurs culturels de son temps.

Oui, comme le résume si bien Roland Barette de *La Patrie*, peu après le décès du «regroupeur professionnel», Léon Trépanier fut un grand journaliste, un politicien enthousiaste, un amoureux de la culture et de la petite histoire. Et il ajoute:

---

25. Paul SAURIOL, *op. cit.*

> Léon Trépanier était aussi l'homme au sourire. Pas un sourire conventionnel, non; plutôt un sourire d'homme heureux, d'homme qui aime tout le monde, qui ne voit que le bon côté des choses. Il y aurait un livre à écrire sur Léon Trépanier.[26]

Oui, il y aurait un beau livre à faire sur Léon Trépanier.

Sylvio LeBlond (1901-1990)

S'il est un champ passionnant de l'histoire nationale des Québécois, c'est bien celui de la médecine et des soins de santé. Dès la période de contact avec les Amérindiens, les Européens doivent vaincre des maladies inconnues et apprivoiser une nouvelle pharmacopée. L'«anneda», qui permet à l'équipage de Jacques Cartier de réduire la menace du scorbut lors du premier hivernement, en est un bel exemple. Depuis quatre siècles, d'habiles médecins-chirurgiens alliant une curiosité insatiable de savants chercheurs ont continuellement dynamisé la discipline, certains en innovant dans la pratique particulière, hospitalière ou sociale, d'autres y amenant ici un ajustement de leur art à l'état occidental des connaissances toujours en effervescence. Il faut fréquenter les archives des Augustines Hospitalières de la Miséricorde de Jésus ou celles des Hospitalières de Saint-Joseph, deux communautés au service des malades arrivés sur les bords du Saint-Laurent au XVIIe siècle pour mesurer toute la richesse documentaire de cette activité des soins des corps et des esprits. Le docteur Sylvio LeBlond membre des Dix de 1970 à 1983, notre prédécesseur au dixième fauteuil, demeure parmi les pionniers de l'étude et de la diffusion de ce passé spécifique au Québec.[27]

Sylvio LeBlond est né à Thetford Mines, au pays de l'amiante, le 17 décembre 1901. Il est le fils de Moïse LeBlond et d'Henriette Rousseau. Après des études chez les frères des Écoles Chrétiennes spécialisés dans la formation commerciale, il obtient son diplôme en 1916. L'année suivante on le trouve au Séminaire de Québec où il poursuit des études classiques couronnées en 1923 par un baccalauréat es arts. En septembre de la même année, il entre à la faculté de médecine de l'Université Laval et il obtient en 1928 un certificat de docteur en médecine. Au cours de son apprentissage professionnel, il est le premier étudiant à exercer l'internat à l'hôpital Saint-Sacrement, une institution à laquelle il vouera grande fidélité toute sa vie. Pour compléter sa formation, Sylvio LeBlond s'inscrit à l'École de médecine de Paris où, de 1929 à 1931, il profite d'une bourse d'études du gouvernement du Québec.

---

26. Roland BARETTE, «Léon Trépanier, l'homme au sourire», *La Patrie*, 15 octobre 1967.
27. Pour réaliser cette notice biographique sur le docteur Sylvio LeBlond, nous avons consulté le *Guide des archives écrites d'origine privée conservée au Centre d'archives de Québec et de Chaudière-Appalaches*, Québec, A.N.Q., 1991, p. 86; un article du *Who's Who* (1956); le texte signé par monsieur Raymond Douville au décès du docteur LeBlond dans *Les Cahiers des Dix*, n° 46 (1991) et un inventaire bibliographique tiré de *Hiscabeq: bibliographie de l'histoire du Québec et du Canada (1946-1990)* par Paul Aubin et Louis-Marie Côté, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture - Banque de données. Le professeur Claude Galarneau s'est généreusement prêté à une entrevue sur son ex-collègue aux Dix dont il a apprécié « [...] la discrète passion pendant toutes ces années où il siégea à notre confrérie», (entrevue faite à Lévis le 1er août 1996).

De retour au pays, il s'associe en 1931 dans un bureau de pratique privée à Québec, avec le docteur Émile Gaumont, tout en maintenant ses activités à l'hôpital Saint-Sacrement. Le 28 mai 1936, il épouse Jeanne Lacerte, de Thetford Mines. Cette fille de médecin formée par les ursulines de Stanstead et parfaitement bilingue lui donnera deux garçons, Pierre et Paul.

En 1935, Sylvio LeBlond est nommé professeur agrégé de médecine clinique à l'Université Laval. La même année, il s'enrôle dans le service non permanent de l'armée canadienne avec le grade de major. Son unité, la 5e Ambulance de campagne, est mobilisée dès 1939, l'année où la menace à la paix mondiale devient de plus en plus frappante avec l'invasion de la Pologne par les troupes allemandes.

Le docteur LeBlond est alors élevé au grade de major. La même année, après le décès du docteur Arthur Vallée, la faculté de médecine lui confie les cours d'histoire de la médecine. À la toute veille de la Seconde Guerre Mondiale, Sylvio LeBlond se partage entre la pratique privée, l'enseignement et le service militaire. En 1941, l'armée lui confie la direction de l'Hôpital militaire de Valcartier, avec le grade de lieutenant-colonel. Ce poste de cadre va totalement l'occuper pendant la période du conflit.

Démobilisé en 1946, il revient aussitôt à la pratique privée et institutionnelle:

> En 1946, je suis licencié des forces armées et, peu après, je deviens chef du Département de médecine à l'hôpital des Anciens Combattants. C'est à cette époque que j'ai commencé à faire des recherches sur la pratique médicale dans la ville de Québec. Je songeais à ceux qui avaient arpenté les corridors de ce vieil édifice. J'ai dirigé mes études surtout sur la vie du docteur James Douglas et de la famille Douglas, dont George McIlis et Campbell Melis. Ces travaux m'ont amené à aborder la vie d'autres médecins du XIXe siècle.[28]

En 1950 — il a 49 ans et vient de quitter l'enseignement — l'Hôpital de Chicoutimi lui offre un poste de directeur médical. Il entrera en fonction l'année suivante.

Dans la carrière du docteur LeBlond, si l'on se fie à sa bibliographie, les décennies de 1950 et 1960 sont les plus fertiles en recherche et en diffusion sur l'histoire de la médecine. En 1950, précisément, sa passion le pousse à la fondation de la Société canadienne d'histoire de la médecine, une association toujours active offrant périodiquement à ses membres, conférences et activités diverses sur le passé québécois de la discipline, des amateurs soudés dans leurs élans par un bulletin de liaison instructif.[29]

---

28. Sylvio LE BLOND, *Médecine et médecins d'autrefois*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1986, p. XI.

29. Dans l'avant-propos de *Médecine et médecins d'autrefois*, p. XI, le docteur LeBlond apporte certaines précisions sur la fondation de cette association et identifie ceux qui partagent alors sa passion pour le passé de la médecine québécoise.

«En octobre 1950, un groupe d'amateurs d'histoire et de la petite histoire médicale se réunit, à l'instigation du doyen, le docteur Charles Vézina: l'abbé Arthur Maheux, archiviste au séminaire de Québec, Jean-Charles Bonenfant, bibliothécaire au Parlement provincial, son frère Jean-Louis, pathologiste à l'Hôtel-Dieu de Québec, le docteur Rosario Potvin, professeur d'histologie, Antoine Roy, archiviste provincial,

Lors de ses séjours de travail dans la capitale du Saguenay Lac-Saint-Jean, Sylvio LeBlond dépouille périodiques et ouvrages divers empruntés aux grandes bibliothèques de la capitale. En 1967 — il a alors 66 ans — le docteur LeBlond abandonne ses activités à Chicoutimi et renoue à Québec avec la pratique privée qu'il cessera définitivement en 1983. C'est au cours de cette dernière période que nous l'interviewions à l'automne de 1968 sur la grippe espagnole, dans les préparatifs d'un travail académique et d'une émission de télévision à Radio-Canada sur le cinquantenaire de l'épidémie dévastatrice.

Sylvio LeBlond s'est adonné à l'histoire biographique, un genre fort prisé des amateurs et une façon de dire le passé avant l'école des *Annales*. Il a principalement publié les résultats de ses recherches dans le bulletin de liaison (nouvelles) de la Société canadienne d'histoire de la médecine, dans *La vie médicale au Canada*, dans le *Journal de l'Association médicale canadienne*, dans l'*Union médicale du Canada*, dans *Les Cahiers des Dix*, dans le *Laval médical*, dans quelques autres périodiques spécialisés en médecine et en soins de santé et à la Société historique de Québec dont il était un membre actif. Le docteur LeBlond a livré une bonne partie de sa recherche sous forme de conférences. Et une bonne partie de sa recherche a été réunie dans son ouvrage *Médecine et médecins d'autrefois, Pratiques traditionnelles et portraits québécois* publié aux Presses de l'Université Laval en 1986.

Sa passion pour l'histoire, Sylvio LeBlond l'a entretenu en joignant les rangs de nombreuses associations. En plus d'être présent à la Société historique de la Capitale, il était membre de la Société historique du Saguenay, de la Société internationale d'histoire de la médecine (1943-1983), de l'American Society of the History of Medecine (1940-1983) et de la Société des Dix (1970-1983).

Outre ses nombreuses biographies fouillées sur des disciples d'Esculape ayant œuvré au pays, certaines focalisées sur des personnages aussi pittoresques que le célèbre docteur James Douglas de Québec, LeBlond s'est intéressé à l'histoire de l'enseignement de la discipline, à l'évolution de la profession, aux caractères de la pratique d'autrefois, à certaines épidémies qui ont assaillie la vallée du Saint-Laurent, et à certains éléments anecdotiques fort attrayants, comme le vol de cadavres à des fins d'études anatomiques et quelques crimes célèbres.

Dans la présentation du volume *Médecine et médecins d'autrefois* signé par LeBlond, le préfacier Pierre Potvin, lui-même médecin, évalue rapidement l'auteur en le présentant comme

> Un chercheur minutieux à la curiosité toujours éveillée [...] À partir de portraits bien cadrés, le docteur LeBlond sait établir des liens avec la vie sociale, politique, religieuse et scientifique de l'époque, le tout présenté avec rigueur, certes, mais aussi avec vie, simplicité et humour.[30]

Charles-Marie Boissonnault, publiciste au ministère de la Santé, le docteur Émile Gaumont, dermatologiste, le docteur Charles-Auguste Gauthier, neurologue à l'hôpital de l'Enfant-Jésus, Antonio Drolet, bibliothécaire à l'Université Laval, puis aux Archives provinciales, le docteur Henri Marcoux, bactériologiste, Charles Martin, neuropsychiatre, Luc Lacourcière, folkloriste et quelques autres qui m'excuseront d'oublier leur nom. C'est à cette occasion que fut fondée la Société d'histoire de la médecine. Je fus élu premier président de la nouvelle association, qui a par la suite pris beaucoup d'envergure.

En 1973, sous la présidence du docteur de la Broquerie Fortier, pédiatre, qui était venu joindre le groupe en 1958, la Société obtint une charte fédérale [...]».

30. Sylvio LE BLOND, *op. cit.* , p. 9.

M. Raymond Douville a écrit à propos de sa fin:

> Le docteur LeBlond est décédé le 14 septembre 1990 à l'hôpital Saint-Sacrement de Québec, après quelques semaines d'une maladie dont il avait suivi et analysé le déroulement avec cette subtile sagacité que nous retrouvons dans ses recherches minutieuses et ses analyses de points d'histoire.[31]

Ses collègues des Dix, Raymond Douville et Claude Galarneau, se souviennent d'un homme doux, discret et patient, imprégné d'une éthique qui lui valut le respect de tous. La lecture de ses écrits témoigne d'une «érudition souriante». La contribution de Sylvio LeBlond à l'histoire québécoise de la médecine, un pionnier dans ce domaine, reste incontournable à plusieurs égards.

photo: Normand Rajotte

Michel Lessard, Ph.D., est né à Sorel en 1942. Il est professeur titulaire en histoire de l'art à l'Université du Québec à Montréal. Ethnohistorien de métier, il a publié plusieurs ouvrages sur la culture matérielle et l'histoire de la photographie au Québec. On lui doit également la conception et la scénarisation d'une cinquantaine de films documentaires, d'expositions muséales et de séries radiophoniques. Michel Lessard a été élu à la Société des Dix en 1994, succédant à M. André Sévigny qui a occupé le dixième fauteuil de 1988 à 1993.

31. Raymond DOUVILLE, *op. cit.*, p. 9.